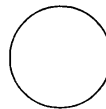


# Solidarité contre l'Exclusion

Emploi et revenus pour tous



JAUNE = il est temps de verser !  
ROUGE = c'est le dernier !

## Edito

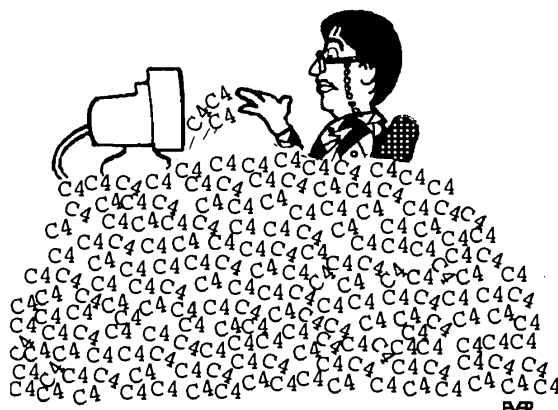
Bonne année, bonne santé,  
Des emplois pour tous ...  
Et joyeux C4 à Miet Smet !

Cette fois, le vase déborde. Après Sabine et Gaston et toutes sortes d'autres bêtises, revoilà notre ministre de l'emploi et du travail avec une nouvelle gaffe : diminuer l'allocation des jeunes chômeurs, pour pouvoir payer leurs formations !

Et vlan, la Ministre de renvoyer ainsi la balle aux communes et à leurs CPAS, où déjà les jeunes affluent, pour obtenir des compléments à leurs allocations de chômage. Où ils affluent d'ailleurs en nombre croissant depuis quelques années, tout comme explosent les statistiques du chômage des jeunes. Ah mais c'est peut-être pour cela, sans le dire, qu'on songe à diminuer leurs allocations ?

Les revendications du Collectif Solidarité contre l'Exclusion, qui seront encore affinées lors de notre prochain forum (en mars 98) concernent notamment les formations à l'adresse des sans-emploi, jeunes ou moins jeunes. Nous refusons que soient exclus de ces programmes, les gens qui ont dépassé un certain âge. Nous exigeons que les formations proposées aux chômeurs s'inscrivent dans un programme de réduction du temps de travail généralisée et avec embauches compensatoires. Et que ce programme soit planifié de telle manière que ces formations débouchent vraiment sur des emplois dans un, deux ou trois ans.

Nous voulons surtout que les chômeurs suivant des formations aient ce faisant l'occasion d'obtenir les certifications et diplômes qui leur ont échappé durant leur cursus scolaire. C'est facile de produire des candidats « prêts à l'emploi » sans revaloriser pour autant leurs



qualifications réelles, celles qui sont monnayables en terme de barèmes. Les niveaux d'études constituent un critère toujours déterminant en termes de salaires et de statuts.

Nous ne sommes donc pas contre les formations a priori, nous souhaitons même enrichir notre réflexion à ce sujet, comme au sujet des créations d'emplois. Mais il y a des limites à ne pas dépasser, c'est pourquoi nous vous invitons à participer à une action-web et ce, que vous soyez ou non un surfeur averti : si ce n'est pas encore le cas, c'est l'occasion de vous y mettre ! On peut vous y aider ...

**Bombardez dès à présent l'adresse E-mail<sup>2</sup> du Ministre de l'Emploi et du Travail ([info@meta.fgov.be](mailto:info@meta.fgov.be)) au moyen du message suivant <sup>1</sup> : « Bonne année, bonne santé, des emplois pour tous ... et joyeux C4 à Miet Smet ! »**

**Antoinette Brouyaux**

<sup>1</sup> argumentaire « prêt à l'emploi » sur le site internet du collectif : [www.enter.org/solidarity](http://www.enter.org/solidarity). Libre à vous bien sûr de rédiger votre propre argumentaire...

<sup>2</sup> pour les plus ringards, une carte de vœux par voie postale avec le même message... : Ministère de l'Emploi et du Travail, 51, rue Belliard, 1040 - Bruxelles

## **Le Collectif « Solidarité contre l'exclusion » engage son premier travailleur... un développement enthousiasmant !**

Il y a un an, le Collectif, épaulé par les Equipes Populaires, a entamé les démarches pour pouvoir engager un employé à temps plein. Ces démarches viennent d'aboutir, et nous pouvons vous annoncer l'engagement de **Claire André**. Dès le 5 janvier, vous pourrez l'atteindre à notre bureau:

**47, rue Malibran - 1050 Bruxelles**  
**téléphone : 02- 646.46.33**  
**fax : 02- 648.61.39 (Equipes Populaires)**

Repenchons-nous sur les conditions qui ont prévalu à la décision de l'engagement. Un collectif en pleine croissance, à la fois réseau et groupement organisant ses activités propres, voulant porter et relayer les revendications en matière d'emploi et d'exclusion, tout particulièrement celles des chômeurs et des exclus.

Une intendance qui a parfois du mal à suivre et des moyens pas à la hauteur des ambitions. Le fonctionnement s'est organisé, depuis le début, cahin-caha, dans l'enthousiasme, et souvent le système D. De réunions trop nombreuses et de photocopies faites à la débrouille au journal qui a réussi à trouver une certaine périodicité, le collectif a avancé et participé à l'obtention de certains résultats, tous remarquables, certains trop peu remarquables.

Quels rôles nous donnons-nous? Un rôle de réflexion (par des ateliers et des forums), un rôle d'expression (donner aux premiers concernés l'occasion de prendre la parole), un rôle de relais et de revendication. Cela nous demandera beaucoup de contacts, une certaine rigueur et une infrastructure bien rodée. Mais nous relèverons ces défis, avec vous!

**Pour nous lancer dans cette aventure, nous débordons d'énergie... mais il nous faudra aussi des moyens supplémentaires pour que le bureau puisse fonctionner. Si vous en avez la possibilité, mettez en route un versement permanent mensuel de 200 à 500 FB, pour que nous puissions compter sur un petit fonds de roulement.**

Merci à tous...et à bientôt!

Marches Européennes, ..... p 3 à 6

Emplois ..... p 7 à 14

Vive la réduction généralisée du temps de travail (Didier Cœurnelle) p 7

Réduction de la durée du travail ne rime pas avec emploi (FEB) p 8

Comment créer 200.000 à 378.125 emplois? (asbl «Plan Lombardo» ) p 9

Electrabel: un combat exemplaire...et révélateur (Victor Martin) p 13

Actions : Chômeurs pas chéls ..... p 15 à 16

Témoignages ..... p 17 à 20

Des sans voix se cousent la bouche en Argentine (Claire André) p 17

Un chômeur étonné: parcours du combattant (Michel Afazur) p 19

Sans emploi et Syndicat : le débat interdit (Corine Barella) p 20

A lire...A débattre ..... p 21 à 29

La démocratie directe: une idée à nouveau dans l'air du temps? (B.Poulet) p 21

Quand les travailleurs du sud nous interpellent (Antoinette Brouyaux) p 23

Une loi contre l'exclusion est en préparation en France (Claire André) p 25

Les discriminations raciales dans le monde du travail (Bruxelles Laïque) p 26

Créativité et lutte contre l'exclusion (Dominique Baré) p 28

Organisations : Vivre Ensemble ..... p 30 à 31

Les ateliers ..... p 32 à 38

Prochains rendez-vous p 38

# Les marches européennes : suites en Europe et en Belgique



*Antoinette  
Brouyaux.  
avec l'aimable  
collaboration  
de Robert  
Crémieux (FR)*

## **Le 20 novembre à Luxembourg : chômage, ya basta !**

Inutile de traduire ce slogan: « Chômage, ya basta ! ». Les manifestants, qui avaient répondu à l'appel des Marches européennes contre le chômage se faisaient comprendre au-delà des barrières linguistiques ce mercredi 20 novembre à Luxembourg. Ce slogan a même eu un succès dépassant les rangs des Marches : le poncho blanc revendicatif préparé par le comité luxembourgeois qui portait ces trois mots a eu un succès fou. On le voyait partout ! Il faut dire qu'il était vachement pratique, avec cette pluie ...

La manifestation du 20 novembre a réuni à Luxembourg plus de 30.000 participants venus de toute l'Europe. C'est finalement mieux que l'objectif de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui s'était fixée seulement 20.000.

Les Luxembourgeois ouvraient le cortège avec près de 2.000 syndicalistes. Ils étaient suivis par les petites délégations : Grecs, Portugais, Espagnols, Italiens. Les Allemands du DGB étaient plusieurs milliers. Puis suivait la délégation belge, très combative et probablement la plus nombreuse si on la rapporte à la population du pays. Les Français, avec plus de 10.000 participants fermaient la marche.

Le cortège du réseau des Marches était - de notre point de vue bien sûr - le plus vivant. Outre l'animation musicale assurée par un orchestre Luxembourgeois, cette partie de la manifestation était sans doute la plus européenne, mêlant des délégations de syndicalistes et de mouvements de chômeurs venant y compris de pays comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, dont le mouvement syndical officiel avait boycotté le rendez-vous du 20 novembre. Les Marches européennes regroupaient près de 2.000 personnes ce qui était l'objectif fixé. Si une certaine crispation était de mise dans les délégations syndicales françaises, vis-à-vis des Marches, il faut noter aussi que ce sont les Belges de la FGTB et de la CSC qui ont invité les « marcheurs » Belges à venir gratuitement en train à Luxembourg - pique-nique en prime! (Merci les gars, on reviendra!) - et

qui leur ont permis de s'insérer dans les rangs de la manifestation. En définitive l'ambiance y a gagné. Les participants français de Sud-rail ayant en la bonne idée d'amener avec eux le beaujolais nouveau.

Un court meeting, organisé par les Marches européennes, a suivi la manifestation. Ce fut l'occasion d'apprendre par les Hollandais qu'une commission d'enquête officielle avait conclu à l'illégalité de certaines arrestations opérées lors de la manifestation des Marches européennes à Amsterdam le 14 juin dernier.

## **Commentaires du réseau « Marches européennes » sur le sommet de Luxembourg**

Le Sommet européen de Luxembourg sur l'emploi, tenu les 21 et 22 novembre, a finalement confirmé les craintes formulées par les Marches européennes à son sujet. Alors que l'objectif chiffré d'une baisse du chômage jusqu'à 7% et la création de 12 millions d'emplois avaient été proposés par la Commission, le Sommet n'a retenu aucun chiffre. Les objectifs de Luxembourg, avant été souvent comparés aux « critères de Maastricht ». On ne peut que constater que dans le cas de l'emploi aucune contrainte n'est prévue pour atteindre des objectifs pour le moins modestes.

La mobilisation sociale, pourtant sans précédent au niveau européen dans le courant de l'année 1997, a été visiblement insuffisante. Si nos deux mois de marches du printemps, si les manifestations pour Renault Vilvoorde ont pesé pour mettre sur le devant de la scène européenne les questions sociales, en particulier l'emploi, il reste que les décisions concrètes des gouvernants restent en retard dans ce domaine sur les questions monétaires et financières. Les commentaires font état d'un « Sommet des bonnes intentions » surtout nécessaire pour faire accepter par les opinions publiques les douloureuses factures de l'euro.

En outre, derrière certaines visions de la lutte contre le chômage, telle celle de Tony Blair, aujourd'hui majoritaire parmi les gouvernements et le patronat européen, se profile l'ob-

*Marches européennes*



jectif d'une flexibilité accrue pour l'emploi. En Belgique, en France, aux Pays-Bas, le sous-emploi est réglé par le développement du temps partiel. En Grande-Bretagne, il n'y a pas de salaire minimum ... Le développement d'un mouvement social européen puissant et combatif reste à construire pour imposer d'autres solutions : les avancées sur la question de la réduction du temps de travail, la lutte pour assurer à tous, salariés, chômeurs, retraités, un revenu décent sont les vrais objectifs pour lesquels il est urgent de mobiliser dans tous les pays d'Europe.

### **Le Comité Belge des marches a encore beaucoup de projets ...**

2. voir plus loin

Outre la bataille pour les 35 h qui fait l'objet d'un appel large dans les rangs syndicaux<sup>2</sup>,

politiques et associatifs, à l'initiative de notre comité, nous sommes bien décidés à poursuivre notre action sur le front des droits des chômeurs : revenu décent, moins de contrôles, etc.... Saint-Nicolas a même été sollicité pour tous ceux qui recherchent un emploi.

De plus, suite aux émeutes d'Anderlecht, des contacts ont été pris avec diverses associations actives dans ce quartier pour l'organisation d'une action commune. Signalons qu'Anderlecht fait également l'objet de l'attention des États-Généraux de l'Ecologie Politique, qui ont organisé le 13 décembre au Home Van Hellefont un forum intitulé « face à la pauvreté à Anderlecht : une approche globale pour des solutions locales ».

Pour tout renseignement concernant le réseau marches européennes : 02 - 502.37.80.

## **De Vilvorde à Luxembourg...**

### **Succès de la mobilisation belge pour une Europe sociale**

J. Schuppisser

Conscient d'avoir contribué à Amsterdam à la convocation du Sommet européen sur l'emploi, le collectif belge des marches européennes a lancé le défi de remobiliser immédiatement pour le sommet de l'emploi à Luxembourg le 20 novembre dernier.

Nous étions persuadés que les marches européennes devaient choisir la voie étroite et difficile de mobiliser pour nos revendications à l'égard des pouvoirs nationaux et européens.

Un groupe de travail a planché sur une évaluation du sommet d'Amsterdam dans son ensemble et pas seulement sur le Traité proprement dit. En effet, les questions liées au Pacte de stabilité, aux compétences de la Banque centrale européenne, à l'absence de toute politique économique européenne et donc nécessairement en matière d'emploi et d'investissements ont aiguillé la vigilance et l'intérêt pour notre appel à manifester à Luxembourg.

#### **Le coup de pouce de Jospin**

Le 10 octobre dernier, le gouvernement d'union de la gauche dirigé par Jospin annonce le dé-

pôt d'un projet de loi réduisant la durée du travail hebdomadaire légal à 35 heures. Il déclenché en Belgique une bataille syndicale et politique de grande envergure et de longue haleine<sup>2</sup>. Ceux de Renault y auront été pour beaucoup.

Les organisations de la société civile et du monde du travail comprennent de plus en plus que le sommet de l'emploi ne pouvait être que le sommet du double langage : les politiques pour l'emploi n'ont aucun sens lorsque tous les instruments déterminants, la politique économique, la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique fiscale sont contre l'emploi.

Cette réalité justifie les cris de révolte que nos marches expriment.

Nous avons joué notre rôle d'aiguillon. Les chômeurs et les personnes précarisées qui nous accompagnent ont été les bienvenus dans les trains spéciaux financés par les organisations syndicales. Tous ensemble nous ne laisserons pas l'Europe rêver encore longtemps au modèle américain.

Le mouvement pour une Europe sociale est désormais lancé par la base.















































































